

En route vers le Forum social mondial 2013

L'altermondialisme et la *Révolution de la dignité*

Décembre 2012

Renaud Ledoux*

Depuis la dernière édition du Forum social mondial, à Dakar en 2011, un vent de soulèvement populaire a balayé plusieurs espaces publics à travers le monde. Des Indignados à Occupy Wallstreet, en passant par les luttes étudiantes et le printemps arabe, éclectiques et pluriels, ces mouvements convergent d'un même appétit d'affranchissement citoyen envers des structures dominantes qui jusqu'ici ont proférés à leurs égards, oppression, corruption et inégalité.

C'est dans ce contexte que la Tunisie accueillera en mars 2013 le prochain Forum social mondial (FSM). Nous vous proposons d'examiner brièvement quelques tableaux de l'utopie altermondialiste et de la *Révolution de la dignité*, entre récits et analyses, posant les défis qui mèneront à la tenue du FSM 2013 à Tunis.



L'utopie altermondialiste

La décision est rendue, au tribunal populaire nul doute ne résiste. Il existerait une seule conception compatible à la «nature humaine»: *l'idéologie néolibérale*.¹ Ce n'est pas peu dire. Nous avons bien appris nos leçons: le libre marché pousse l'individu à chercher la maximisation de ses avantages et à minimiser ses coûts afin d'assurer le profit nécessaire, pour répondre à ses besoins et améliorer ses conditions de vie. Une rationalité simple qui atomise l'esprit et rigidifie le corps. Dans ce grand vacarme assourdissant la dissidence, elle s'imprime dans l'architecture institutionnelle, mur à mur sans altérité, sous la forme consensuelle d'un triptyque: privatisation, libéralisation et déréglementation.

Mais sommes-nous habitants d'un monde fini ? Ou bien condamné à vivre l'inégalité

* Renaud Ledoux est militant du CISO, ancien chargé de projet et coordonnateur de la Coalition québécoise contre les ateliers de misère (CQCAM), il est doctorant en administration publique à l'École nationale d'administration publique (ENAP). Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux du Centre international de solidarité ouvrière (CISO).

¹ Dupuis-Déri, Francis (2005). «Un autre monde est possible: il existe déjà!», In *Horizons politiques*, vol 15, no 2, p.77.

des peuples en toute légalité, en droits et ordres, où le plus fort est juste dans sa guerre ? Pantin du capital ou bien artisan de la liberté ? Et quand le rideau tombe, que restent-ils dans nos têtes ? N'est-ce pas cette béance ? Ce manque viscéral qui nous assoiffe et rend avide, de quelques choses d'autres, comme si par une malheureuse évidence, l'on confondait servitude et liberté. Car c'est de cela qu'il s'agit, le rêve, l'idéal et l'utopie: «Un autre monde est possible».²

L'utopie altermondialiste, c'est quelque part là, dans ce boucan tapageur qui signe la résistance transnationale. L'altermondialisme est en soi une utopie. Il n'y a pas de programme, ni d'action politique convenue, passant de la contestation à la créativité. Bref, nous parlons d'idéalisme, faire une autre mondialisation, celle de nos solidarités. Les acteurs sont diffus, souvent indissociables de leur ombre. L'utopie altermondialiste, c'est le FSM, mais aussi une multitude d'expérimentations, de laboratoires, de réflexions à l'ensemble des échelles, autant local que global.

Le Forum social mondial est un espace de débat démocratique, de réflexion, de formulation de propositions, d'échange d'expériences et d'articulation de mouvements sociaux, réseaux, ONGs et d'autres organisations de la société civile qui s'opposent au néo-libéralisme et à la domination du monde par le capital et par toute forme d'impérialisme.

Forum social mondial: mode d'emploi

Dans ce cas, «à quoi ça sert ?»³ Parce que si le FSM n'est pas un acteur politique qui délibère et présente le résultat de ses travaux, qu'est-ce que c'est ? Il serait ainsi inefficace, ne produisant pas les mêmes

fruits que les grands sommets internationaux des Chefs d'État. C'est inscrit dans son ADN, le FSM est un «espace de rencontre ouvert».⁴ Cependant au contraire des logiques de domination de la branche de Davos, la force de l'altermondialisme n'est pas dans le résultat conventionnel, comme récit de la domination, mais plutôt dans l'effervescence, la reconnaissance des manifestations, qui ne se mesure que dans le fond diffus, du bruit des solidarités. Dans l'émergence spontanée d'initiatives qui façonnent le monde. Il s'agit ici de promouvoir le pluralisme des luttes et la diversité des engagements en se donnant un moment de liberté.

Autre critique généralement véhiculée, malgré la multiplication des forums, ainsi que leur délocalisation, la plupart des gens n'en connaissent pas l'existence. Très rares sont les mentions dans les médias traditionnels, mis à part quelques barbus qui saccagent une vitrine dans une manifestation. Désobéissance civile ? Diversité des tactiques ? Outre cette rigolade primaire, plusieurs prétendent que le FSM serait décalé des mobilisations populaires, qui seraient d'une autre nature, à une échelle différente. Comme si la mouvance de l'altermondialisme canalisé par le FSM serait en parallèle avec les mouvements de contestations locaux et directs.

Évidemment, il n'y a pas tout faux. La réflexion et l'action ont chacun leur temps fort. Cependant, l'édition 2013 du FSM accueillera plusieurs militant(e)s qui pourront partager leurs expériences contestataires par l'entremise de leur délégation à Tunis. Seront présents les mouvements *Occupy Wall street*, les *Indignados*, les *carrés rouges*, et surtout les mouvements locaux à l'origine du *printemps arabe*.

² Manifeste de Porto Alegre, 2001.

³ Canet, Raphaël et Simon Perrault (2006). «Les forums sociaux: vers une culture politique de l'implication citoyenne», In *Crise de l'État, revanche des sociétés*, sous la dir. de Jules Duchastel et Raphaël Canet, Montréal, Éditions Athéna, p.247.

⁴ Charte de principes du Forum social mondial, article 1.

La réussite du FSM 2013 sera intimement conditionnée au contexte sociopolitique de la Tunisie, notamment de la capacité de ses mouvements sociaux à se mobiliser et démontrer à la face du monde un visage rarement véhiculé dans nos médias. Enfin, les mouvements sociaux tunisiens pourront se servir de l'agora altermondialiste pour propulser leurs projets dans l'espace public tunisien, car c'est dans les aspirations démocratiques, d'une nouvelle culture politique, que réside le point de convergence élémentaire de cette rencontre internationale.

Les raisons de la colère

Ce n'est pas par hasard que le Conseil international du FSM, de concert avec les mouvements sociaux de Tunisie et des autres pays du Maghreb, a misé sur cette pionnière du *printemps arabe*. Pour le mouvement altermondialiste, il s'agit d'une puissante symbolique. Tout comme celle qui embrasa la gronde de la *Révolution pour la dignité*, celle érigée contre l'oppression d'un régime envers sa jeunesse. Ce qui nous fait dire que le monde est aussi l'histoire d'un imaginaire qui ne finit jamais de se raconter, dans la vérité, le mythe et la légende.

Pour l'histoire, retenons que ce récit de la colère trouva racine par la mort tragique de Mohamed Bouazizi. Âgé de 26 ans, celui-ci était un jeune diplômé et chômeur. Il subsistait du petit commerce de fruits et légumes pour gagner sa vie jusqu'au jour où il se vit confisqué sa marchandise par les autorités locales, pour cause de ventes clandestines.⁵ C'est à partir de ce moment, submergé par l'indignation, qu'il alla un peu plus loin, en s'immolant par le feu, le 17 décembre 2010, et mourut quelques jours plus tard, le 4 janvier 2011. Souvent, les destins tragiques sont racontés et oubliés, le sien fait toujours écho.

Par ce bruit de fond, là où l'oreille prêta à la voix les murmures et puis les cris, c'est tout

⁵ Il est à noter que certaines versions des événements ne sont pas concordantes.

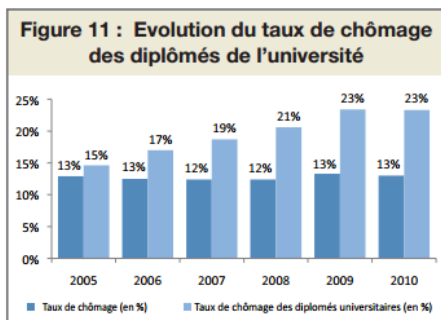
un pays qui se leva et exprima sa colère et son dégoût envers les autorités, clamant au clan Ben Ali «Dégage». L'armée refusant de tirer sur les manifestants, la révolte devint révolution et le Président fut forcé de fuir le pays le 14 janvier 2011. Suivront peu après, l'Égypte et le régime Moubarak renversé en 18 jours, ainsi que la Libye marquée par une guerre civile de libération et une unité nationale toujours fragile, même plus d'une année après la mort du Colonel Kadhafi. Plusieurs autres soulèvements aux envergures différentes ont balayé le monde *arabe*: Maroc, Algérie, Syrie, Yémen, Bahreïn, etc. Les raisons de la colère tunisienne jonchent chacune des histoires pouvant être rapportées, tissant du coup autant de façons de faire la solidarité.

Révolution avortée ?

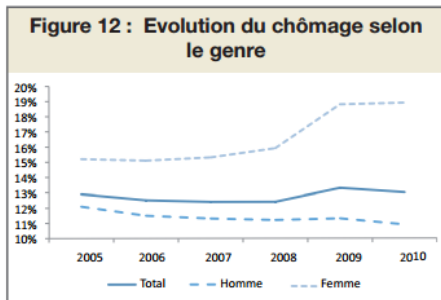
Si l'embryon politique hérité du processus révolutionnaire n'est pas encore à terme, certaines tendances laissent présagées d'énormes défis pour la société tunisienne : *développer une nouvelle culture politique et favoriser la création d'emplois décents*. Le premier défi est avant tout institutionnel. Il porte sur les normes d'engagement des forces politiques. Le gouvernement tunisien actuel est formé principalement par le parti islamiste Ennahda, élu avec 90 sièges sur 217 et ce, avec un taux de participation dépassant les 90%. Bien que ces derniers ce sont engagés à ne pas remettre en cause les fondements laïques de la société tunisienne, rien n'est certain pour l'instant. Il y a donc un travail de négociation collective sur lequel les concurrents politiques ne s'entendent pas. Les retards cumulés dans les délibérations constitutionnelles empêchent la population de récolter les fruits d'un projet politique fondateur et démocratique.

La Tunisie toujours empêtrée dans une crise politique, sans constitution et en attente de nouvelles élections législatives et présidentielles, celles-ci prévues pour le 23 juin 2013, est marquée d'une trajectoire future plus qu'incertaine. Bien que sa

Révolution de la dignité ait chassé pacifiquement l'élite du régime Ben Ali, plus d'un an après l'élection d'un gouvernement transitoire, les aspirations de la population s'inscrivent dans un projet inachevé. Autre défi, la population tunisienne est plus que jamais en quête de bien-être et de débouchés. Ils ont besoin d'un travail décent leur permettant de bien vivre. Comme nous pouvons le constater dans le tableau suivant, le taux de chômage est élevé, notamment chez les diplômés des études supérieures et chez les femmes.⁶



Source: INS



Source: INS

Autre visage de cette détresse, lorsque nous examinons le taux chômage au printemps 2012, cette fois chez les jeunes, celui-ci pointe aux environs du 31% pour la

population de 15 à 24 ans.⁸ Comme si la fin de la dictature n'avait pas apaisé une jeunesse en souffrance, il subsiste de fortes tensions sociales au lendemain du renversement du régime Ben Ali. Et c'est à ce titre que la population tunisienne s'exprime par des revendications salariales, des manifestations pour davantage d'emplois et des grèves qui affectent toujours la conduite de l'espace public tunisien, notamment au sein des services publics.

Dans ce processus révolutionnaire, deux forces politiques de proximité, bien organisées, se sont autonomisées pour accéder à sphères décisionnelles des institutions: les communautés religieuses et le mouvement syndical.

Un syndicalisme de libération nationale ?
D'ailleurs, la *Révolution de la dignité* a été particulièrement intense pour le mouvement syndical tunisien. Alors que les critiques de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) dénonçaient la proximité de ce syndicat ces dernières décennies avec le régime Ben Ali, l'organisation syndicale a pris le train en marche de la révolution. Coup calculé, choix logique devant une chute inévitable, ou plutôt procession de foi envers les aspirations populaires enfin rencontrées? Face à ces spéculations colportées par certains médias, nous ne pouvons que tenir qu'aux faits.

Plus que jamais, l'UGTT⁹ incarne l'opposition politique tunisienne.¹⁰ Elle est considérable et démontre sa capacité de

⁶ Castel, Vincent et Jacob Kolster (2012). «Tunisie: document de stratégie pays intérimaire 2012-2013». Banque africaine de développement.
⁷ Ibid., p.21.

⁸ CIA (2012). World factbook. <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/index.html>

⁹ Notons par ailleurs que l'UGTT représente en grande partie la fonction publique tunisienne, dans un contexte où les allégations de corruption impliquent également les fonctionnaires locaux.

¹⁰ Yousfi, Hèla (2012). «Ce syndicat qui incarne l'opposition tunisienne», In *Monde diplomatique*, Paris.

mobilisation. Il s'agit ainsi d'une force active reconnue à l'extérieur des institutions parlementaires. Depuis l'arrivée au pouvoir du parti islamiste Ennahda, les multiplications des allégations et controverses entre le gouvernement provisoire et l'organisation syndicale ont mené à un climat social difficile. D'une part, le gouvernement exige de l'UGTT de limiter son engagement politique et de préserver leur indépendance. D'autre part, l'UGTT accuse le gouvernement de détourner le sens de la révolution et d'étouffer les voix de l'opposition.

Aux yeux des observateurs, le syndicat ne serait pas tant une force de transformation sociale qu'une substitution aux principaux partis d'opposition, en faisant le plein de la contestation populaire, par la rue. Encore plusieurs manifestations de travailleurs et travailleuses ont occupé la place publique durant la dernière année, mobilisant par ailleurs de larges pans des mouvements sociaux tunisiens. Il y a donc une balance politique à définir dans un contexte où l'opposition politique, voire l'altérité aux forces dominantes, a peiné durant des décennies à se démarquer dans l'espace public tunisien.

Conclusion

Ce que nous découvrons, c'est une société et des mouvements sociaux en pleine

ébullition, à la recherche de repères pour fixer autrement les limites de leur projet politique, longtemps inhibé par le régime Ben Ali. C'est donc sur le thème de la dignité que s'engageront des milliers de militant(e)s en mars 2013.